Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

12 novembre 2026 – N°28

L'édito

Une lame de fond… pour re-enchanter le monde !

La mobilisation en cours de la jeunesse s'inscrit dans la continuité des mobilisations GenZ dans différentes régions du monde depuis plus de deux ans. Elle a eu un effet d'entraînement en Europe et au Québec. Elle fait aussi penser à Mai 68.

Mai 68 par la puissance de la mobilisation et son retentissement international.

GenZ par les exigences exprimées ici comme ailleurs : défense du droit aux études, droit à l'emploi et au logement, exigence de démocratie réelle, refus des inégalités et de la corruption.

C'est aussi en France une dénonciation du discours malhonnête du patronat selon lequel le chômage s'expliquerait parce que la formation des jeunes serait insuffisante. Quel mensonge : jamais depuis plusieurs générations le niveau de formation et de qualification de la population n'a été aussi élevé !

Dans cette mobilisation, une génération fait sa première expérience en terme d'engagement et se politise à une vitesse éclair : c'est aussi ce qui rappelle Mai 68 et les mobilisations GenZ. Dans les manifestations s'expriment le soutien à la cause palestinienne et l'antifascisme, les aspirations féministes, écologistes et antiracistes.



Dans les revendications ignorées par le pouvoir, il y a des demandes immédiates mais aussi des exigences de fond : conditions d'enseignement et moyens du service public, abrogation de Parcours Sup..., mais aussi droits des jeunes à être écouté·es et démocratie dans les établissements scolaires et universitaires, aspiration à prendre ses affaires en main. Dans plusieurs villes, l'auto-organisation de la mobilisation se conjugue à des pratiques autogestionnaires : organisation des cours par les jeunes et leurs enseignant-es, aide aux élèves des lycées selon les besoins…

Ce qui fait aussi la force de cette mobilisation, au-delà de son élargissement, c'est sa capacité à s'auto-organiser avec toutes ces pancartes, leur inventivité et leur humour, des défilés joyeux et festifs, une vraie dimension culturelle, notamment musicale et des images qui ont fait le tour de monde.

L'avenir de cette mobilisation doit continuer de lui appartenir, sans que personne ne décide à sa place.

Merci à la jeunesse d'avoir ouvert la voie à une mobilisation massive. Ils et elles ne lâchent rien malgré la violence de la répression avec un record des arrestations, interpellations et gardes à vue : du jamais vu depuis 1961 ! La violence des « casseurs » est bien utile aux médias, à la droite et à l'extrême-droite pour détourner l'attention des exigences légitimes de la mobilisation. La journée du 5 novembre a acté la jonction prometteuse des salarié-es, des Gilets jaunes et de la jeunesse .

Le recours à la violence d'État montre combien le processus de fascisation des « élites » est à l'œuvre dans notre pays. Les réponses du gouvernement sont méprisantes et méprisables. La répression et les freins à nos libertés sont les armes d'un système inégalitaire construit pour satisfaire l'avidité de profits des classes dominantes. L'arrivée des néo-fascistes au pouvoir leur conviendrait.

A l'image de ce mouvement initié par la jeunesse, « auto-organisation » et « auto-gestion » sont des socles de luttes essentiels pour porter indépendamment des programmes électoraux, un vrai projet de transformation et de rupture politique.

Les négociations en cours avec le gouvernement ne peuvent pas être à la hauteur… parce que les mobilisations de la jeunesse traduisent le refus de l'impasse où nous mène le capitalisme, avec ses inégalités sociales, ses atteintes aux libertés, et au non-droit des peuples, à la course aux armes et aux guerres, à la destruction irréversible de notre planète.

Pour un nouveau « tous et toutes ensemble »

Pour continuer, élargir et enraciner encore davantage la mobilisation, rencontrons nous localement au travers d'assemblées populaires entre citoyen·nes, jeunes mobilisé·es, Gilets Jaunes et syndicalistes pour faire aboutir les aspirations dans lesquelles nous nous reconnaissons toutes et tous

Élargissons la dynamique de manière coordonnée, en dépassant le seul cadre institutionnel et électif, condition essentielle pour écarter la menace néofasciste et pour battre le RN en 2027.

Qui sommes-nous ?

Le Réseau Coopératif de Gauche Alternative, est un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes, quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr

Mouvement social : appel unitaire contre la répression

A la veille d'un nouveau samedi de mobilisation et à quelques jours de la journée de grèves et de manifestations du 5 novembre, nous appelons à l'unité la plus large face à la répression.

Depuis la lutte contre la loi travail, l'État français a décidé de répondre aux mouvements sociaux par la répression. Il cherche à faire taire toutes les contestations et leurs revendications sociales, environnementales et démocratiques. Initiée par une augmentation de la militarisation de la police dans les quartiers populaires dans les années 2000, en empruntant aux pratiques répressives coloniales, la répression, sans jamais avoir diminué dans ces quartiers, s'est déplacée dans le champ politique, social et syndical. Ces dernières années, les lois répressives, anti-démocratiques, sécuritaires et racistes se sont multipliées, malgré nos mobilisations pour les empêcher.



La répression des contestations sociales, dans un contexte de développement des idées d'extrême droite, racistes, sexistes, validistes, lgbtqia+phobes, fait le jeu de l'extrême droite et son parti phare le RN.

Le mouvement lycéen démarré en septembre porte des revendications justes et met en lumière le délabrement que connaissent l'ensemble des services publics. La jeunesse mobilisée a imposé dans le débat politique la nécessité de rompre avec les politiques qui tournent le dos aux besoins sociaux. En guise de réponse, le mouvement lycéen s'est affronté à une répression violente sur des jeunes, ciblant en priorité les personnes racisées des lycées des quartiers populaires. Le 17 octobre la jonction s'est opérée avec un mouvement social extrêmement large, portée par une colère populaire prête à exploser. Le nombre d'arrestations, de gardes à vue, de déferrements au parquet, de blesséEs et de mutiléEs depuis le début du mouvement de la jeunesse et ce 17 octobre, témoignent de l'ampleur de la répression et des violences policières que subissent les manifestantEs.

Des tentatives délibérées d'empêcher les manifestations, des provocations policières avant même que les cortèges ne se constituent et une répression féroce ont marqué cette journée. La surfocalisation sur les séquences de pillages a pourtant masqué dans les médias l'immense mouvement de colère qui s'est déployé ce jour-là. La quantité de munitions et d'armes de guerre – grenades assourdissantes, de désencerclement, canons à eau et même blindés est simplement sans précédent. La doctrine du maintien de l'ordre violent et confrontationnel est donc renforcée, maintenue et assumée. Y compris contre des enfants.

La réponse du pouvoir aux manifestations qui ont eu lieu le 17 octobre ne fait pas exception : encore et toujours plus de répression. Augmentation des durées des gardes à vue, consigne de prison ferme en comparution immédiate, extension du délit en bande organisée, menace sur la qualification de « terrorisme » des mobilisations, incarcération préventive du porte-parole de PEPS, Ritchy Thibault, etc. et plus emblématiquement le retour du couvre-feu. Cette disposition est très symbolique en cette année du 65e anniversaire du massacre du 17 octobre 1961 qui justement imposait un couvre-feu aux Algériens vivant en France.

Malgré la répression violente, les interdictions de manifester, les couvre-feux et la campagne médiatique hostile à la contestation sociale, les manifestations du 24 octobre ont été une immense réussite. Massives et déterminées, elles ont marqué l'ancrage profond dans le pays de la colère sociale et de la volonté de centaines de milliers de personnes de ne pas céder aux menaces de Macron contre la liberté de manifester.

Dans de très nombreuses villes, des milices d'extrême droite se sont attaquées aux manifestations et ont mené des ratonnades dans les rues toute la nuit. Plusieurs vidéos et témoignages révèlent que les forces de l'ordre ont largement laissé faire ces attaques. L'extrême droite, du RN à ces groupuscules néo-nazis, a toujours été l'ennemi des travailleur·euses et de la jeunesse en mouvement.

Nous, organisations politiques du mouvement social, syndicats, collectifs et associations, appelons à une réponse unitaire contre la répression :

- suspension des dispositions de couvre-feu, contraires à la liberté de circuler et qui visent principalement les jeunes raciséEs des quartiers populaires ;
- arrêt des peines de prisons expéditives et généralisées, libération immédiate des personnes interpellées et amnistie pour celles condamnées ;
- fin de l'usage d'armes mutilantes lors des manifestations ;
- enquête indépendante sur les violences policières et sur la doctrine du maintien de l'ordre.

Nous l'avons vu, le gouvernement français annonce déjà l'interdiction de manifestations et, avec ses relais médiatiques et politiques, réclame les dissolutions d'organisations politiques comme le NPA-l'Anticapitaliste ou LFI. Cette stratégie du choc anti sociale, répressive et de désignation de responsabilités politiques à gauche rend plus palpable la menace néofasciste. Cette stratégie est la marque d'un processus d'une fascisation qui, prépare clairement le terrain à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Nous devons montrer un front uni dans les mobilisations sociales en cours et contre la répression à marche forcée, qui cherche à museler et étouffer les contestations sociales et le débat démocratique.

Le 30 octobre 2026.

Alternative communiste,
L'Assemblée des Quartiers,
Égalités,
NPA-l'Anticapitaliste,
Pour Une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS),
Réseau Coopératif de Gauche Alternative,
Union Communiste Libertaire

Notre ambition : être utile pour 2027 et après

A l'issue de deux assemblées générales en visio-conférence et de plusieurs contributions écrites, les membres du Réseau étaient appelés à se positionner sur la séquence électorale 2027. Plus de 83 % des adhérent·es ont participé à la consultation. 73,9 % des votant·es se sont exprimé·es pour le texte publié ci-dessous, 17,4 % contre et 8,7 % se sont abstenu·es. Soit 81 % des exprimé·es en faveur du texte et 19 % contre

Nous sommes un réseau politique (pas un parti). Notre conception de la politique n'est ni électoraliste, ni celle d'un homme ou d'une femme providentiel·le. Notre Réseau s'est constitué après la dissolution d' ENSEMBLE! suite à notre refus de rejoindre l'APRES, un petit parti classique tourné vers les institutions et les élections. Ce texte n'est donc pas un appel à voter.

Toutes et tous, nous prenons très au sérieux la menace néofasciste et ses conséquences catastrophiques pour les populations. C'est avant tout le travail de fond sur notre projet de société autogestionnaire qui doit se poursuivre et s'approfondir.

Le cadre politique institutionnel et représentatif actuel ne remettra pas en question le capitalisme et les couches dominantes qui ont besoin des dynamiques politiques autoritaires, racistes et antidémocratique nécessaires à leur projet d'accumulation des profits. Le pouvoir actuel et la droite ont déjà commencé à mettre en œuvre de telles politiques.

Pour nous qui sommes autogestionnaires, nous voulons que les décisions soient débattues et prises au plus près des citoyen-nes, sur leur lieux de travail, d'étude, d'habitation. Changer en profondeur les institutions politiques doit être un objectif prioritaire. Dans ce cadre, bien évidemment nous sommes mal à l'aise avec les institutions de la Vème République et le présidentialisme qui en découle.

Seules de fortes mobilisations des mouvements sociaux et citoyens pourront être déterminantes pour résister au péril néofasciste et dessiner les contours d'un monde désirable.

Les luttes ont été importantes ces dernières années, tant sur le plan local que national et, si elles n'ont pas toutes eues l'ampleur de la bataille pour défendre les retraites, elles ont mobilisé dans une société française restée combative et riche d'une grande diversité de mouvements sociaux et citoyens. Le mouvement des lycéens montre qu'il y a toujours une forte capacité de mobilisation.
Il faut utiliser cette période pour conforter les dynamiques alternatives et progressistes, avec la volonté de mettre les institutions et les échéances électorales au service de ces dynamiques et non l'inverse.

Un fort score a gauche : un élément de résistance pour la population

Même si des camarades interrogent l'efficacité de la représentation et des élections, préférant agir pour une organisation nouvelle de la société en menant une bataille culturelle, la position majoritaire est qu'il n'est pas possible de faire l'impasse sur cette séquence électorale, en raison de la menace néo-fasciste.

Ce sera un moment fort de débat politique, nourri par les mobilisations en particulier avec les mouvements et la dynamique politique à l'œuvre démarrée par l'auto-organisation lycéenne.

Beaucoup d'entre nous soulignent que la volonté de Jean Luc Mélenchon d'être hégémonique rend difficile le rassemblement de la gauche dont nous avons tellement besoin pour battre l'extrême-droite.

Quelles que soient les réserves exprimées, pour le Réseau, Jean Luc Mélenchon est le mieux placé actuellement pour faire le meilleur score à gauche, et nous avons toutes et tous intérêt à ce que ce score soit le plus fort possible.

Dans le même état d'esprit, nous pensons très important de peser pour qu'il y ait des candidatures unitaires à gauche lors des législatives qui suivront le scrutin présidentiel, et qu'il faut que les discussions aient lieu le plus tôt possible, sans attendre le lendemain du 2nd tour.

Nous aurons besoin que les forces de gauche et écologistes soient les plus fortes possibles à l'issue des élections présidentielles et législatives, pour ne pas laisser un boulevard au sommet de l'État à la droite, à l'extrême-droite et à l'extrême-centre.

Des institutions au service des dynamiques alternatives et progressistes des institutions

Nous souhaitons participer à des cadres coopératifs d'élaboration et d'action avec les différentes forces politiques, associatives, syndicales, informelles qui se situent dans une gauche de rupture, avec qui nous avons des points communs importants. L'objectif est de se coordonner et d'agir ensemble pour avoir plus de capacité pour mettre dans le débat public des positions et des propositions alternatives.

Des questions comme l'autogestion et l'auto-organisation, le principe d'autodétermination des peuples et leur droit à la résistance armée et non armée, la mise en œuvre d'une écologie sociale et populaire ont besoin d'être portées par des collectifs militants les plus larges possibles.

Ce travail commun serait un signal important pour les militant-es et la population, en montrant une volonté de rassembler le plus largement possible. Car si le résultat de l'élection est important, il est encore plus important d'être mobilisé-es pour obtenir des victoires sociales et écologiques.

Pour une relance démocratique de masse à la conquête des droits du peuple corse

Un communiqué de nos ami·es d'A Manca après le rejet du projet d'autonomie par le Sénat

Depuis le dépeçage par les sénateurs LR et RN et sénateurs prétendument à gauche du projet de loi sur l'autonomie s'inscrivant dans le cadre du processus dit de Beauvau, ce lundi 26 octobre, les Corses, qui par les urnes ont porté majoritairement et à plusieurs reprises, des nationalistes aux responsabilités, sont en état de sidération et ébranlés par une légitime colère. Ils mesurent à quel point les rapports de domination entre l'Etat français et le peuple corse demeurent inchangés.

Pour nous, militantes et militants d'A Manca, en réponse au démantèlement programmé de l'horizon d'attente de cinquante ans d'histoire politique et d'aspiration à l'autodétermination du peuple corse, l'heure est à la remobilisation claire, publique et massive de l'ensemble de la société corse.

Il est temps que toutes celles et ceux qui revendiquent l'obtention de droits historiques et d'un pouvoir législatif normatif en tant que peuple se réapproprient collectivement leur histoire.

C'est à l'ensemble de la société corse majoritairement favorable à l'autonomie de se mobiliser. Si bien évidemment les partis ou organisations institués se doivent de favoriser la riposte, il appartient néanmoins à toute notre société d'imposer cette démocratie aujourd'hui bafouée. Partisane d'une nécessaire et urgente relance démocratique émanant du monde du travail dans son ensemble, – jeunes, salarié.es du secteur public et privé, travailleurs et travailleuses précaires, personnes privées d'emploi et retraité.es-, A Manca appelle toutes les citoyennes et les citoyens de ce pays à s'investir massivement dans ces revendications.

Élections aux USA : Trump blessé mais pas mort

La nomination du très réactionnaire Stephen Miller à la tête de l'administration est un signal fort : Donald Trump n'a pas l'intention de devenir un « canard boiteux ». Il garde des pouvoirs considérables, notamment en matière de politique étrangère.

Certes il faut se réjouir de la claque qu'a reçue le parti présidentiel et des premières conséquences, comme la limitation par la ville de Houston de sa coopération avec la police d'immigration (ICE). Le rejet de ses outrances, de la vénalité de son régime personnel et de ses amis milliardaires et surtout de ses « trahisons » (guerre contre l'Iran, pouvoir d'achat …) est fort. Mais aussi, par une large majorité, celui des agissements d'ICE et – y compris chez une partie grandissante de l'électorat républicain – de son soutien à Israël et à son ami « Bibi ».



L'élection d'une gouverneure d'origine latina et d'un sénateur démocrates dans le Texas est hautement symbolique. Idem pour celle de la première gouverneure d'État afro-américaine (en Géorgie) et le triomphe, en dépit de l'hostilité de l'establishment démocrate, d'un musulman progressiste dans le Michigan.

Symbolique aussi, mais dans un autre sens, la victoire sous la bannière démocrate de l'amirale Nancy Lacore, ancienne cheffe d'état-major de l'US Navy pour l'Europe et l'Afrique et vétérane de la guerre en Afghanistan, dans la Caroline du Sud.

Les idées de gauche au sens large continuent à progresser. Mais il serait illusoire de penser qu'il est possible de transformer le parti de Clinton, d'Obama et de Biden en une force de rupture avec le système. Les parlementaires démocrates sont depuis toujours divisé-es entre « progressistes » (dont seulement une petite partie se dit « socialiste »), « conservateurs » et un bloc charnière centriste. Ces derniers, à l'instar du chef de file du parti à la Chambre, Hakeem Jeffries, prônent la « responsabilité fiscale », le « pragmatisme » et la coopération avec une partie des élu-es républicain-es. Certains sont proches de l'AIPAC, le principal lobby pro-israélien lié au parti de Netanyahou. Selon le NY Times, ils se préparent à la « guerre » contre l'aile gauche.

La priorité pour ce courant dominant est d'attirer l'électorat républicain modéré, en gommant des questions qui fâchent. Certes ils ont obtenu des succès dans des États conservateurs en mettant l'accent sur des questions économiques et sociales comme le pouvoir d'achat et l'assurance maladie. Mais au mieux il s'agit d'avancer par petits pas tout en protégeant les intérêts du capitalisme US à domicile et à l'étranger – y compris si nécessaire en soutenant des interventions militaires.

La gauche alternative aux États-Unis reste à construire.

Les élections du 27 octobre 2026 en Israël : des élections capitales…

Les premières élections législatives1 depuis les massacres du 7 octobre 2023 et le génocide de Gaza étaient très attendues. Le nombre de votants n'a jamais été aussi important (5,7 millions contre 4,8 millions en 2022) et le taux de participation a été le plus élevé depuis 25 ans (78 % contre 70,6 % en 2022). Cela s'explique par une très forte participation des citoyen.nes palestinien.nes. Ainsi, la part de leurs voix dans les exprimés (14,7%) s'approche de la part de la population palestinienne dans la population totale d'Israël (21%). La colère des Palestinien.nes face au génocide à Gaza, aux exactions sans fin des colons en Cisjordanie et à l'insécurité aggravée dans les villes arabes d'Israël explique cette très forte progression. Mais l'augmentation est également notable pour la population juive. Ainsi, il y a eu un renouvellement important du corps électoral israélien, et plus important encore des votant.es, ce qui ne pouvait pas être sans répercussions sur les résultats.

Ces résultats, pour l'essentiel, peuvent se résumer en quelques lignes, la tripartition de l'électorat israélien se confirme :

- l'extrême droite, dirigée par Nétanyahou et divisée en 5 partis, reste en tête, mais subit une claire défaite, perdant plus de 7 points (42,3 % contre 49,6 % en 2022) et 11 sièges (53 contre 64) ; le Likoud qui dispose de la moitié des voix et des sièges de la coalition, reste le premier parti politique israélien ;
- la droite et le centre, réunis sous la houlette d'Eisenkot, ont échoué à devancer l'extrême droite et stagnent aux alentours de 38 % des suffrages exprimés, malgré une progression en voix de près de 500 000 ; ils comptent 43 députés (41 en 2022) ;
- les partis dits arabes2 connaissent une forte progression avec près de 15 % des voix (+ 4 points) et doublent presque leur nombre de sièges (19 contre 10 en 2022) ; la Liste commune de Yousef Jabareen a obtenu 11 élus et le Ra'am, parti religieux réactionnaire, 8.

Ainsi, si la majorité de la population juive a encore exprimé son soutien à l'extrême droite, la majorité de la population israélienne s'y oppose. Le président israélien Isaac Herzog l'a compris et a confié au leader de l'opposition, Eisenkot, le soin de former un gouvernement (sous 28 jours). La position des partis dits arabes sera déterminante ; malgré l'opposition des partis sionistes à leur participation au gouvernement, ces deux partis ont souhaité informer le président Herzog de leur accord à la nomination d'Eisenkot, ils gardent ainsi leur position de « faiseurs de rois ».

1 Les élections législatives israéliennes se font à la proportionnelle intégrale à l'échelle du pays. Le nombre de sièges à pourvoir étant de 120, la majorité absolue est à 61.
2 Les partis dits arabes ont aussi des adhérent.es juifs/ves dont 3 ont été élu.es député.es.

Le 29 novembre marque la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), auquel notre réseau appartient, appelle à des manifestations partout en France les 27, 28 et 29 novembre.

A Paris, la manifestation aura lieu le 28 au sein de celle contre des violences faites aux femmes au niveau du cortège international

- Stop Génocide & Colonisation
- Stop Violences contre les femmes palestiniennes
- Sanctions contre Israël